

MINISTERE DE L'AGRICULTURE DE L'HYDRAULIQUE
RURALE ET DE LA SECURITE ALIMENTAIRE

Bureau Formation Professionnelle Agricole

MINISTERE DE L'EDUCATION

Ecole Nationale d'Economie Appliquée



ATELIER : ECONOMIE DES DISPOSITIFS DE FORMATION AGRICOLE ET RURALE
Dakar, 27 – 29 novembre 2006

Thème :

La reconversion des centres de formation des jeunes agriculteurs en
question : l'alternative de la formation continue

Par

Dr. Ibrahima HATHIE ¹
El Hadji Abdou GUEYE ²
Hamadou Bamba TINE ³
Sileymane BA ³

¹ Directeur des Etudes et Stages, ENEA, Dakar

² Chef du BFPA, MAHRSA, Dakar

³ Etudiants sortants de l'ENEA

I. Contexte

En Afrique subsaharienne, les expériences de formation des jeunes agriculteurs dans des structures scolaires formelles n'ont pas atteint les résultats escomptés (Orivel, 2001). Les contre performances de ces centres de formations sont perceptibles à travers des effectifs réduits, des coûts unitaires exorbitants et des contenus de formations inadaptés.

Dans bien des cas, les centres de formation ont eu à faire face à une demande limitée. Malgré les incitations offertes aux postulants sous la forme d'une réduction sensible des coûts directs de formation, les agriculteurs ne pouvaient s'intéresser à une formation dont le coût d'opportunité était élevé et les perspectives d'insertion relativement limitées. En effet, la durée de la formation (une à deux années) signifiait l'absence d'une main d'œuvre familiale essentielle parfois à des moments cruciaux pour l'exploitation familiale. A cela s'ajoutent les incohérences dans les « processus » d'installation des jeunes après leur formation : pas de mécanismes d'accompagnement adéquats (équipement, crédit), incohérences avec les trajectoires de vie dans le milieu...

Du point de vue de l'efficacité interne, ces centres de formation affichent des résultats peu flatteurs¹. Quelques indicateurs suffisent à illustrer cette situation. Par exemple, le taux d'encadrement qui indique le nombre moyen d'élèves encadrés par professeur, est souvent très faible et dénote de sérieux gaspillages de ressources. Dans les centres de formation agricole, il n'est pas rare d'avoir un professeur pour deux ou trois élèves. En conséquence, les coûts unitaires sont très élevés. Souvent, le coût de formation annuel d'un élève s'élève à plus de huit fois le PIB par tête².

Les contenus de formation proposés aux jeunes agriculteurs sont souvent en décalage avec les réalités locales. Sous prétexte d'une agriculture moderne, les jeunes sont remodelés dans une perspective normative peu apte à s'adapter aux contraintes de l'environnement physique, économique et social³. Du point de vue idéologique, les pratiques locales sont considérées comme archaïques et les jeunes sont peu préparés à se mouvoir dans une société rurale qu'ils sont appelés à rejoindre après leur formation.

¹ Les coûts annuels de formation d'un élève au CFPH de Cambérène (Sénégal) et au CPR de Goundi (Burkina Faso) sont respectivement de 1,1 et 1,3 millions CFA.

² Millardet, 2006

³ Le CPR de Goundi utilise de larges planches de maraîchage peu adaptées au système d'arrosage local alors qu'à côté les producteurs locaux ont su s'adapter ; l'image de jeunes élèves montant de l'eau dans un château d'eau pour arroser de façon moderne (alors que le système d'exhaure est en panne) montre à quelles absurdités cette vision « moderniste » peut mener.

Les revers notés dans le fonctionnement des centres de formation agricoles ont conduit à des réflexions et à des tentatives de solutions. Parmi celles-ci deux tendances semblent prévaloir : i) la persistance dans le modèle initial avec quelques rafistolages ; ii) la réorientation de la mission des centres avec un accent particulier sur la formation continue des agriculteurs en activité.

Au Sénégal deux centres de formation professionnelle agricole ont choisi cette seconde alternative. En effet, le Centre d'Initiation Horticole (CIH) de Gandiaye et le Centre de Formation Agricole (CFA) de la CARITAS à Ndiébel qui étaient initialement conçus pour la formation initiale de jeunes agriculteurs ont décidé de réorienter ou d'élargir leurs activités et ont entrepris depuis quelques années des expériences de formation continue au profit des agriculteurs en activité. Ces nouvelles initiatives sont – elles efficaces ? Sont – elles reproductibles ? Sont –elles généralisables ?

Pour répondre à ces questions, des études ont été initiées auprès des deux centres de formation. C'est ainsi que sous l'égide du Pôle National de Coopération Internationale (PNCI) et du Bureau de Formation Professionnelle Agricole (BFPA) du ministère sénégalais de l'agriculture, un étudiant de l'IREDU a procédé à une évaluation interne de ces deux dispositifs de formation (public et privé). Au même moment, avec l'appui du BFPA et du Hubrural, deux étudiants de l'ENEA ont cherché à voir les effets des formations offertes par ces deux centres de formation au profit des producteurs.

Cet article rend compte du travail réalisé par les étudiants de l'ENEA. Il comprend cinq sections : cette introduction est suivie d'une revue de la littérature. La section 3 rend compte de la méthodologie. La section 4 est consacrée à la nouvelle trajectoire du CIH de Gandiaye et à l'expérience du CFA de Ndiébel. Enfin, la section 5 présente les conclusions.

II. Approche méthodologique

Le travail présenté à travers cet article est la synthèse des travaux de deux étudiants de l'ENEA qui ont fait leur stage respectivement au CIH de Gandiaye et au CFA de Ndiébel. Ces stages découlent de la demande du BFPA qui souhaitait compléter le travail d'un

étudiant de l'IREDU⁴ dont la mission était de procéder à une analyse économique de ces deux centres de formation professionnelle agricole.

Face aux mutations en cours et devant les problèmes relativement complexes de formation initiale des jeunes agriculteurs, le CIH de Gandiaye et les CFA de la CARITAS sont entrain de déblayer des sentiers nouveaux en initiant des programmes de formation continue au profit des agriculteurs. Au-delà de l'efficacité interne de ces dispositifs de formation, le BFPA voudrait mieux apprécier ces changements en cours aussi bien au niveau des processus que des effets des formations délivrées.

Isoler l'impact de la variable formation n'est pas chose aisée dans la mesure où les résultats observés sont souvent l'aboutissement d'interactions complexes⁵. Le choix d'une approche qualitative a été privilégié avec cependant la collecte de données quantitatives. La pluralité des méthodes découle d'un souci de triangulation des informations recueillies. C'est ainsi que des « focus group » ont été organisés avec le personnel des centres de formation et avec les leaders des groupements de producteurs. Plusieurs visites de terrain (périmètres maraîchers, domiciles, ...) ont favorisé une observation directe et des questionnements. Des questionnaires ont aussi été administrés aux producteurs formés mais aussi à un nombre restreint de producteurs n'ayant pas bénéficié de formation. Le choix des producteurs formés s'est fait selon une méthode d'échantillonnage aléatoire systématique.

Chaque dispositif a été pris en charge par un étudiant et les instruments de collecte adaptés au contexte de chaque zone d'étude. Les interventions du CIH étant plus ciblées autour des vallées, les choix des producteurs et des villages sont corrélés à ces activités maraîchères. Par contre, les interventions de la CARITAS occupent un espace plus vaste et l'échantillonnage en a tenu compte. L'analyse qui suit découle donc de l'exploitation des entretiens qualitatifs et des questionnaires. Elle présente d'abord les résultats de la réflexion sur le CIH de Gandiaye avant d'aborder le cas du CFA de Ndiébel.

III. Le Centre d'Initiation Horticole de Gandiaye

Les activités du CIH : une réorientation progressive et attentive à la demande

⁴ Ces travaux effectués par des étudiants de l'IREDU dans trois pays (Bénin, Burkina, Sénégal) sont présentés séparément.

⁵ Dans l'avenir, une approche système agraire débouchant sur une connaissance plus fine des pratiques des agriculteurs, de leurs résultats économiques, et des formations reçues permettrait de mieux apprécier des formations délivrées par les dispositifs étudiés.

Le Centre d'Initiation Horticole (CIH) de Gandiaye est une structure publique de formation de jeunes agriculteurs en production horticole. A la fin des années 1990, face à des difficultés de recrutement, le Centre a réorienté ses actions vers la formation continue des agriculteurs. La mise en oeuvre de cette nouvelle approche a été précédée d'un diagnostic de la situation des exploitations agricoles des villages environnants. Le CIH s'est alors fixé comme objectif « d'accroître la productivité des agriculteurs maraîchers de la zone de Gandiaye et de ses environs ». Pour ce faire, le Centre a retenu trois axes majeurs dans sa stratégie d'intervention : le renforcement des capacités techniques des producteurs, la facilitation de l'accès aux facteurs de production et la promotion d'une dynamique collective.

Pour le CIH, le renforcement des capacités techniques des producteurs passe par la formation. Ainsi, de 2000 à 2004, des formations surtout en « pépinière maraîchère et lutte phytosanitaire »⁶ ont été offertes dans les locaux du Centre. Cette formule comportait néanmoins beaucoup de lacunes :

- les effectifs étaient réduits du fait que les maraîchers pouvaient difficilement concilier les travaux dans leurs jardins avec des formations de 5 jours organisées loin de leurs villages (coût d'opportunité élevé)⁷; ainsi, les retards étaient fréquents et les participants peu assidus ;
- il y avait peu de variations dans la composition des participants. Cette situation s'expliquait d'une part par les effets pervers de la prise en charge des participants⁸ (500 F par jour et par participant) et d'autre part par le choix de certains thèmes qui n'intéressaient pas toujours les producteurs.⁹

A partir de 2005, les formations sont déplacées dans les vallées. Ce qui s'est traduit par une participation accrue des producteurs (effectifs en hausse, pertes de temps réduites) et le recours à des séances de démonstration des techniques culturales et des protocoles d'utilisation des produits phytosanitaires. Ces formations étaient complétées par un suivi régulier des maraîchers dans leurs parcelles.

Le second axe d'intervention consistait à faciliter l'accès des maraîchers aux facteurs de production. Le diagnostic avait fait ressortir de réelles contraintes de financement des débuts de campagne pour l'achat de semences, d'engrais et de produits phytosanitaires. En plus, la qualité des produits phytosanitaires vendus dans les marchés hebdomadaires était

⁶ D'autres thèmes ont aussi été abordés (érosion et salinisation des terres ; reboisement ; fertilisation)

⁷ Pour le Centre, les coûts unitaires étaient relativement élevés du fait de la faiblesse des effectifs

⁸ Ceci poussait certains responsables de groupement à choisir leurs proches

⁹ Des leaders peinaient à trouver des volontaires pour des thèmes comme l'aviculture et se rabattaient ainsi sur leurs proches pour ne pas frustrer le CIH.

douteuse. C'est pourquoi, le CIH a non seulement mis en place un système de crédit semences mais il a aussi servi de fournisseur d'engrais et de produits phytosanitaires de qualité. Avec la diversification en cours et le nombre croissant de spéculations cultivées, le Centre met désormais à la disposition des producteurs un crédit de 20000 F CFA par groupement pour l'achat de semences.

Le renforcement des capacités techniques et la facilitation de l'accès aux intrants reposent sur l'organisation des producteurs en groupements. Le Centre a conditionné son intervention à la création de groupements de producteurs qui constituent à la fois la courroie de transmission et le réceptacle des actions de formation ainsi que les services fournis aux membres par le CIH. Ces organisations sont peu fonctionnelles et ne servent en fait qu'à faciliter l'approvisionnement des producteurs en intrants à partir du CIH.

Une offre de formation restreinte et orientée ...

La réorientation de la formation en faveur des agriculteurs en activité a eu dès le départ des limites objectives, même si elle s'est opérée sur la base d'un diagnostic des problèmes de développement économique et social de la zone avoisinant le Centre. Les résultats du diagnostic et les solutions préconisées ont plutôt épousé les domaines de compétences des enseignants du CIH. Les thèmes de formation identifiés reflètent davantage les choix initiaux (plutôt technicistes) du Centre alors que les préoccupations des producteurs dépassent largement les limites retenues.

Même si l'option de se confiner au maraîchage est compréhensible (c'est la mission du CIH), le manque d'intérêt pour des questions aussi cruciales que l'écoulement des produits pose problème. Les difficultés des producteurs ne sont pas seulement d'ordre technique. Des besoins d'information, d'animation et d'accompagnement nécessitent d'autres modalités d'intervention.

Face à une approche techniciste des problèmes, les producteurs opèrent des choix qui tiennent compte des contraintes de leur environnement.

... et une utilisation ciblée des compétences acquises par les producteurs

Les maraîchers appliquent les recettes qui augmentent leur productivité. Grâce à l'intervention des techniciens du CIH, les producteurs ont apporté des changements qualitatifs dans la conduite de leurs activités maraîchères. Les pépinières ont été adoptées à

la place des semis directs. Les planches sont devenues plus petites pour un meilleur arrosage. Les producteurs mettent en application les recommandations des techniciens du CIH concernant la lutte phytosanitaire.

Cependant les maraîchers ont été réticents par rapport à plusieurs propositions techniques formulées par les encadreurs du Centre. Il en est ainsi des itinéraires techniques, de la rotation des cultures et de l'espacement des pieds, entre les lignes et sur les lignes.

Les producteurs invoquent par exemple la non rentabilité de certaines cultures pour rejeter la rotation qui leur est proposée. C'est le cas de l'oignon dont les exigences en matière d'eau et la faiblesse des prix, du fait de la concurrence, ne favorisent pas son développement dans la zone. Un producteur de Keur Mary présente éloquemment l'état d'esprit de ses pairs : « Pour les pépinières, on fait ce qu'on nous a expliqué mais pour les autres opérations, non ... on voit que ce qu'on fait est mieux que ce qu'on nous propose ».

Des effets formation difficiles à mesurer mais des effets globaux d'intervention tangibles

L'intervention du Centre a suscité une diversification accrue au niveau du maraîchage. Certaines spéculations comme le concombre, la patate et le chou ne sont produites que par les maraîchers ayant bénéficié de la formation du CIH. Le nombre de producteurs par spéculation a aussi augmenté. Il en est de même des superficies moyennes emblavées par spéculation et par producteur. Les résultats les plus visibles concernent l'arboriculture. Des arbres fruitiers (manguiers, anacardiens, citronniers, papayers, et goyaviers) d'âges compris entre 1 et 3 ans se développent dans les parcelles de la plupart des producteurs propriétaires des terres qu'ils exploitent.

Pourtant il est hasardeux d'imputer ces performances à la formation. Le Centre a développé un paquet combinant formation, services et suivi sur le terrain de sorte que l'apport spécifique de chaque variable est difficile à évaluer. D'ailleurs, à l'analyse, les propos des maraîchers tendent à accorder plus de crédits aux services d'accès aux intrants qu'à la formation.

La formation continue par des centres de formation agricole publics : des missions à redéfinir

L'expérience du CIH de Gandiaye est importante en ce qu'elle constitue une tentative de trouver une solution à l'épineux « problème d'existence » des dispositifs de formation

professionnelle agricole et rurale. Le CIH ouvre une voie en proposant ses services à une demande réelle et tente ainsi de réorienter les modestes moyens du centre vers une utilisation plus judicieuse.

L'approche souffre cependant de tares congénitales. Elle est encore très techniciste et les ressources humaines du centre semblent peu préparées à répondre à une demande plus variée. En témoignent les contre performances des organisations de producteurs initiées par le centre et qui affichent des carences d'une approche peu sensible aux vertus de l'animation. Une des leçons qui peut être tirée de l'intervention du CIH, c'est la nécessité de dissocier la fonction d'aide méthodologique à celle de formation.

IV. Les Centres de Formation Agricole (CFA) de la CARITAS

Les changements à la CARITAS : conduite simultanée des formations initiale et continue

Depuis 1983, la CARITAS de Kaolack offre une formation initiale aux jeunes agriculteurs¹⁰ âgés de 16 à 30 ans et ayant le niveau minimum du CM2. En 2003, avec l'appui de la Coopération Suisse, la CARITAS s'est lancée dans la formation continue des producteurs. Cette initiative s'est concrétisée au détriment de la formation initiale dont les effectifs ont considérablement chuté à partir de cette date.

Une formation initiale coûteuse et en déclin

Pendant les dix premières années, le Centre de Formation Agricole (CFA) de la CARITAS a formé en moyenne 31 jeunes tous les deux ans soit environ 16 jeunes formés par an. De 1994/95 à 2002/03, une nette amélioration a été observée sur les flux de sortie avec une moyenne de 28 formés par an¹¹. Cette tendance s'inverse à partir de 2003 et l'on note ces trois dernières années des effectifs très bas tournant autour d'une moyenne de 6 apprenants par an¹². Cette dernière période coïncide avec la mise en œuvre des actions de formation continue.

¹⁰ Le Centre a formé 408 jeunes à travers 16 promotions.

¹¹ La formation durait 2 ans jusqu'en 1994, date à laquelle la durée de la formation a été ramenée à un an. La formation se fait en alternance entre Ndiébel et Keur Babou Diouf (6 mois chacun).

¹² D'ailleurs en 2004/2005, aucun jeune n'a été recruté alors qu'il n'y a que trois étudiants pour 2005/2006.

Le niveau relativement bas de ces effectifs ne peut conduire qu'à des coûts unitaires exorbitants. C'est d'ailleurs ce que note Millardet¹³ qui estime que le coût unitaire de formation dans les CFA de CARITAS équivaut à plus de 8 fois le PIB par habitant.

Une formation continue encore balbutiante à la recherche d'une voie ...

En matière de formation continue, la CARITAS a spécialisé le CFA de Keur Babou Diouf en maraîchage alors que celui de Ndiébel a une offre plus diversifiée (foyer amélioré, embouche, maraîchage, compost, aviculture, teinture, savon local).

A l'opposé du CIH de Gandiaye, les formations à la CARITAS ont une durée plus courte (1 à 2 jours) et sont destinées en majorité aux femmes.

Les CFA prétendent que les formations sont proposées pour répondre à la demande des producteurs. Il est tout de même symptomatique que les thèmes proposés soient aussi stéréotypés. Les formations offertes ne sont pas toujours articulées autour des activités économiques des bénéficiaires et soulèvent des questions quant à la pertinence de certaines formations consacrées à la teinture et au savon local, ...

Le coût élevé des intrants (huile) et des matériaux utilisés (cadres, gants) pour fabriquer le savon local constitue une entrave au développement de cette activité ; d'ailleurs la rentabilité de l'activité n'est pas prouvée.

Des formations en teinture ont été organisées au profit des leaders de groupements et autres animateurs écologiques, chargés de les démultiplier. Cette démultiplication n'a jamais eu lieu, en partie du fait des coûts de fabrication très élevés.

Les succès des foyers améliorés sont éphémères. Après la formation, ils sont largement utilisés ; mais une fois détruits, ces foyers sont très rarement reconstruits. Des questions de pérennisation interpellent les initiateurs. L'approvisionnement en argile serait la difficulté majeure à laquelle les femmes doivent faire face si elles désirent renouveler leur équipement. Or, elles sont souvent dépourvues de charrettes pour le transport de ce matériau.

Ces impairs ne doivent pas cacher des succès réels notés par les producteurs à la suite des formations : « *la formation nous a permis d'écourter la durée de l'embouche car auparavant on attachait l'animal pendant plusieurs mois pour pratiquement le vendre au même prix*

¹³ Mémoire de master 2 «Etude, description et analyse économique de centres de formation agricole », Dijon.

Aujourd'hui nous faisons deux opérations et nous intégrons tous les éléments de coûts (le temps, la fane d'arachide, ...) dans le calcul du prix de revient de l'animal ».

Les effets économiques de certaines activités comme l'embouche sont d'ailleurs mis en exergue : « *en vendant mon animal ça me permet de payer les frais scolaires de mes enfants qui vont à l'école car aujourd'hui on n'a plus d'arachide à vendre* ». Il en est de même de l'articulation entre formation en embouche et en techniques de compostage.

Pour la mise en œuvre de la formation, Le CFA prend en charge les indemnités des formateurs et la logistique mais demande la contribution des bénéficiaires. Celle-ci est en général en nature (par exemple l'acquisition de matériaux pour la formation en techniques de compostage ou en fabrication de foyers améliorés). Depuis cette année, les groupements s'acquittent aussi des frais de restauration pour un montant de 10000 F CFA.

Ce modèle caritatif est – il reproductible ?

La formation des jeunes agriculteurs est encore une des missions des CFA. Sans s'interroger sur l'efficacité externe de ces formations, notamment sur l'installation effective des sortants de ces centres de formation, on peut affirmer que les coûts engagés par les centres sont très élevés et remettent en cause la durabilité de ces dispositifs. En considérant un coût unitaire de 2800000 FCFA par formé, il faudrait des sommes colossales pour atteindre un nombre raisonnable de jeunes producteurs formés et espérer ainsi avoir un impact au plan national ou même régional.

Par rapport à la formation continue, beaucoup d'efforts sont déployés pour apporter des réponses appropriées aux besoins des producteurs avec des résultats plus ou moins satisfaisants. Il faut néanmoins regretter que l'offre ressemble plus à un paquet de compétences mis à disposition sans tenir compte des préoccupations, des problèmes et des spécificités de chaque localité et de chaque groupe d'acteurs. Là aussi, semblent se mélanger les fonctions d'appui méthodologique et de formation.

V. Des éléments d'appréciation sur les coûts des formations

Les résultats présentés ci-dessous sont extraits des travaux de Millardet, 2006. Ils concernent uniquement les coûts unitaires de formation aussi bien formation initiale qu'en formation continue.

La formation initiale

Avec l'hypothèse d'une cohorte de 12 élèves en formation initiale en 2004/2005, le coût unitaire de formation au CIH de Gandiaye serait d'environ 2,7 millions FCFA¹⁴ soit 8 fois le PIB par habitant (le PIB par tête a été évalué en 2005 à 336000 FCFA).

Les mêmes grandeurs sont observées au niveau de la formation offerte par la CARITAS. Pour cette dernière, la simulation est faite sur la base d'un recrutement de 20 élèves pour la même année 2004/2005. Le coût de formation d'un jeune agriculteur est alors de 2,8 millions de FCFA.

La formation continue

Le CIH de Gandiaye propose deux types de formation : des formations à la demande de l'ONFP et des formations dans le cadre normal de ses activités d'encadrement des maraîchers.

Les formations ONFP durent en général cinq jours et concernent 25 à 30 participants. Durant la période 2000-2005, le coût moyen par formé et par jour a été évalué à 4193 FCFA. Par contre, lorsque la formation découle d'un auto – financement du CIH, le coût moyen par formé et par jour est moins élevé et se situe à 3992 F.

Pour les formations ONFP, si on enlève les marges réalisées par le CIH, les coûts par formé tournent entre 7 000 et 8500 pour cinq (5) jours de formation soit entre 1400 et 1500 FCFA par jour /formé.

Les résultats notés au niveau des CFA de la CARITAS sont légèrement différents ; le coût moyen de formation à Keur Babou Diouf est de 3544 F par jour et par formé alors qu'à Ndiébel, l'on dépense en moyenne 4612 FCFA par jour et par personne formée.

On le voit, il faut entre 3500 et 4600 FCFA par jour pour assurer la formation d'une personne. A titre d'exemple, si l'on veut former environ 100 000 agriculteurs pour une session de 5 jours, cela coûterait entre 1750 et 2300 millions de FCFA.

¹⁴ Ce chiffre nous semble surévalué ; le coût par élève devrait se situer autour de 1,6 millions FCFA soit 4 à 5 fois le PIB par tête

Conclusion

Face aux contre performances des centres en matière de formation des jeunes agriculteurs, le CIH de Gandiaye comme les CFA de la CARITAS ont donc réorienté leurs interventions en faveur de la formation continue des agriculteurs. L'objectif avoué est de répondre à une demande identifiée grâce à un processus de diagnostic participatif impliquant les principaux acteurs concernés.

Malgré la bonne volonté affichée, les offres de formations proposées en réponse à la demande des agriculteurs ne sont pas toujours adéquates.

Le CIH confine les préoccupations des maraîchers à une sphère technique, plus conforme à ses prérogatives. Les enseignants du centre semblent désarmés lorsque les producteurs mettent en exergue les difficultés de commercialisation, les problèmes d'eau, de divagations des animaux, et d'organisation...Même s'ils apportent des solutions provisoires aux problèmes d'approvisionnement en intrants, celles-ci ne sont pas sous-tendues par une dynamique collective qui aurait pu les pérenniser.

Les CFA de la CARITAS proposent une offre de formation plus diversifiée mais elle ressemble davantage à une boîte à solutions toutes faites tant les formations proposées sont stéréotypées. Dans certains cas, il n'est pas tenu compte des possibilités de reproduction de l'activité, alors que les coûts des facteurs assez élevés incitent à plus de réserves.

Les producteurs observent une attitude très intéressante face aux initiatives provenant des centres de formation. Souvent, ils sélectionnent parmi les recettes qui leur sont proposées, et adoptent celles qui augmentent leur productivité et ne sont pas très contraignantes. Dans bien des cas, ils s'abstiennent de mettre en œuvre les propositions techniques formulées par les encadreurs provenant des centres. L'implication de la profession et des collectivités locales dans l'orientation des enseignements permettrait de rapprocher l'offre à la demande dont une partie n'est pas encore prise en compte à savoir la dynamique collective.

Il est indéniable que l'intervention des centres de formation au profit des agriculteurs en activité a eu des effets positifs. Il faut saluer la prise d'initiatives originales face à une impasse notée dans la formation des jeunes agriculteurs. Sans préjuger de l'efficacité interne de ces actions de formation en faveur des agriculteurs en activité, il est important de s'accorder sur les missions des centres de formation professionnelle agricole, notamment en matière de formation continue. La démarche d'appui méthodologique est-elle conciliable avec une posture d'offreur de formation ? Sur quel(s) segment(s) doivent se positionner les

centres de formations ? L'efficacité des actions des centres de formation dépend en grande partie de la réponse à ces questions.

ANNEXES :

A1. Présentation du Centre d'Initiation Horticole (CIH) de Gandiaye

Le Centre d'Initiation Horticole de Kaolack a été créé par l'Etat du Sénégal en 1974 et transféré deux ans plus tard à Gandiaye afin de le rapprocher de ses potentiels élèves qui sont les jeunes scolarisés du milieu rural. A ses débuts, le CIH de Gandiaye recrutait chaque année environ 25 jeunes âgés de 16 à 22 ans et ayant le niveau du certificat de fin d'études primaires pour une formation de 9 mois (d'octobre à juin).

Des difficultés de fonctionnement et de prise en charge des stagiaires¹⁵, ainsi que des problèmes de débouchés¹⁶ pour les formés vont très vite paralyser le dispositif. Dans les années 1990, malgré l'assouplissement des conditions d'accès (avec la suppression des tests d'entrée), le centre peinait à recruter la moitié de l'effectif d'antan (12 stagiaires). En 1999, le CIH ne pouvait plus opérer car les candidatures ne dépassaient plus cinq. Au total, le CIH a formé 399 stagiaires entre 1974 et 1998, soit environ 16 formés par an. Devant l'impossibilité de recruter des jeunes pour la formation initiale, la décision fut prise de s'orienter désormais vers la formation continue des producteurs maraîchers de la zone. D'ailleurs, le CIH réalise des formations à la demande de l'ONFP et au profit des producteurs depuis 1993.

Le CIH compte quatre formateurs : un technicien horticole spécialiste des cultures maraîchères (le directeur), deux maîtres d'enseignement technique professionnelle (METP) spécialisés en agriculture et en élevage et un agent technique d'élevage. Le CIH fait aussi appel à l'expertise externe pour répondre à des demandes de formation qui ne peuvent être assurées par son personnel.

¹⁵ Difficultés à assurer les allocations scolaires aux stagiaires

¹⁶ L'agriculture en crise n'offre pas beaucoup de perspectives et l'entrée au CFPH de Cambéréne n'est plus automatique mais se fait désormais par concours

A2. Présentation des Centres de Formation Agricole (CFA) de la CARITAS

La CARITAS a créé le Centre de Formation Agricole (CFA) de Ndiébel en 1983 et celui de Keur Babou Diouf comme son annexe. La mission principale du CFA de Ndiébel était de former les « fils d'agriculteurs » des régions de Kaolack et Fatick, exclus du système scolaire.

Le Centre comprend 4 formateurs : le directeur, son adjoint responsable de l'élevage, le responsable du maraîchage, et le responsable du verger. Le centre dispose également d'une bibliothèque, de salles de cours, d'espaces d'application, d'une unité de fabrication d'aliment, et d'un grand poulailler qui a une capacité d'accueil de plus de 5000 poussins. Il dispose aussi d'un centre d'hébergement où sont logés les élèves stagiaires durant toute la durée de la formation.

Entre 1983 et 2006, les CFA ont formé 16 promotions soit un effectif total de 408 personnes formées. Depuis 1994, la durée de la formation a été ramenée à 1 an au lieu de 2 ans.

La CARITAS s'est engagée en formation continue depuis 2003 et est appuyée dans ce sens par la Coopération suisse.

La reconversion des centres de formation des jeunes agriculteurs en question : l'alternative de la formation continue

Dr Ibrahima HATHIE
El hadji Abdou GUEYE
Hahmadou Bamba TINE
Sileymane BA

ENEA / BFPA

Economie des Dispositifs de Formation Agricole et Rurale – Dakar 27-29 nov. 2006

1

CONTEXTE

Contre performances des centres de formations des jeunes agriculteurs

- Demande limitée
 - ✓ malgré incitations offertes (réduction coûts directs de formation), coûts d'opportunité élevés;
 - ✓ perspectives d'insertion limitées ; installation des jeunes (mécanismes d'accompagnement, trajectoires de vie ...);
- Efficacité interne (taux d'encadrement très faible ; coûts unitaires très élevés).
- Contenus de formation souvent en décalage avec les réalités locales (modernisme prôné ; pratiques locales traitées d'archaïque).

Economie des Dispositifs de Formation Agricole et Rurale – Dakar 27-29 nov. 2006

2

Réflexions pour une alternative : la formation continue des agriculteurs en activité

- Cas du Centre d'Initiation Horticole (CIH) de Gandiaye et du Centre de Formation Agricole (CFA) de la CARITAS à Ndiébel
 - Ces nouvelles initiatives sont – elles efficaces ?
 - Sont – elles reproductibles ?
- Objectif : apprécier les changements en cours (processus et effets des formations)

Economie des Dispositifs de Formation Agricole et Rurale – Dakar 27-29 nov. 2006

3

Approche méthodologique

Travail de terrain de deux étudiants de l'ENEA

- Collecte de données quantitatives auprès des centres de formation et des bénéficiaires de formations (questionnaires; échantillonnage aléatoire systématique);
- « Focus group » avec les producteurs;
- Interviews avec les bénéficiaires des formations et des offreurs (Centres).

Economie des Dispositifs de Formation Agricole et Rurale – Dakar 27-29 nov. 2006

4

Le CIH de Gandiaye

Une réorientation progressive et attentive à la demande

- Trois axes d'intervention :
 - renforcement des capacités techniques des producteurs ;
 - facilitation de l'accès aux facteurs de production ;
 - promotion d'une dynamique collective.

Economie des Dispositifs de Formation Agricole et Rurale – Dakar 27-29 nov. 2006

5

Renforcement des capacités techniques des producteurs

- 2000 à 2004 : formations « pépinière maraîchère et lutte phytosanitaire » dans les locaux du Centre.
 - effectifs réduits ; retards fréquents ; participants peu assidus ;
 - peu de variations dans la composition des participants ; (effets pervers de la prise en charge ; thèmes peu intéressants)
- 2005 : formations déplacées dans les vallées :
 - participation accrue des producteurs ;
 - recours à des séances de démonstration ;
 - un suivi régulier.

Economie des Dispositifs de Formation Agricole et Rurale – Dakar 27-29 nov. 2006

6

- Facilitation de l'accès des maraîchers aux facteurs de production (contraintes de financement ; qualité des produits phytosanitaires)
 - fourniture de semences, d'engrais, et de produits phytosanitaires
 - octroi de crédits de campagne
- Organisation des producteurs en groupements
 - réceptacle des formations
 - approvisionnement en intrants

Economie des Dispositifs de Formation Agricole et Rurale – Dakar 27-29 nov. 2006

- Une offre de formation restreinte et orientée...
 - Résultats du diagnostic et solutions préconisées cadrés autour des domaines de compétences des enseignants du CIH (thèmes techniques) ; approche techniciste ;
 - Préoccupations des producteurs dépassent largement les problèmes techniques (besoins d'information, d'animation,)
- ... Une utilisation ciblée des compétences acquises par les producteurs
 - Adoption des pépinières, planches plus petites, lutte phytosanitaire
 - Rejet itinéraires techniques, rotations, espacements

Economie des Dispositifs de Formation Agricole et Rurale – Dakar 27-29 nov. 2006

- Des effets formation difficiles à mesurer mais des effets globaux tangibles
 - diversification accrue au niveau du maraîchage (nouvelles spéculations : concombre, patate et chou)
 - superficies moyennes emblavées par spéculation et par producteur en hausse.
 - Arboriculture (fruitiers de 1 à 3 ans)
- mais on ne peut imputer ces performances à la formation uniquement ; (paquet combinant formation, services et suivi sur le terrain)

Economie des Dispositifs de Formation Agricole et Rurale – Dakar 27-29 nov. 2006

Les CFA de la CARITAS

- Les changements à la CARITAS : conduite simultanée des formations initiale et continue
 - Une formation initiale coûteuse et en déclin
 - Depuis 1983, formation initiale des jeunes agriculteurs
 - En moyenne 28 formés par an jusqu'en 2003;
 - Ces trois dernières années (6 stagiaires en moyenne par an)
 - Coût unitaire élevé

Economie des Dispositifs de Formation Agricole et Rurale – Dakar 27-29 nov. 2006

- Une formation continue encore balbutiante et à la recherche d'une voie
 - Formation de 1 à 2 jours destinées en priorité aux femmes
 - Offre plus diversifiée (foyer amélioré, embouche, maraîchage, compost, aviculture, teinture, savon local).
 - Mais les formations offertes ne sont pas toujours articulées autour des activités économiques des bénéficiaires
 - Pertinence des formations teinture et savon local ? (coûts des facteurs élevés); cas foyers améliorés...

Economie des Dispositifs de Formation Agricole et Rurale – Dakar 27-29 nov. 2006

Formation continue: des missions à redéfinir?

- Tentative d'organiser une réponse à la demande des agriculteurs très louable mais ...
 - approche techniciste ...
 - ... ou stéréotypée
 - Quelles missions ?
 - Formation ou aide méthodologique?

Economie des Dispositifs de Formation Agricole et Rurale – Dakar 27-29 nov. 2006

MERCI DE VOTRE AIMABLE ATTENTION